

L'activité fléchit en 2008 dans les services marchands

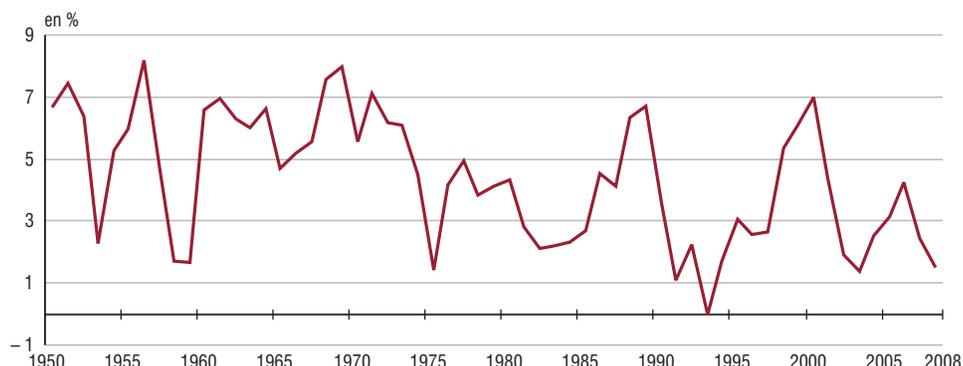
Catherine Souquet*

L'année 2008 est marquée par les débuts de la récession. L'activité fléchit dans la plupart des services, en raison du ralentissement industriel, mais aussi de la moindre progression de la consommation des ménages. La production de services marchands - secteur tertiaire hormis le commerce, le transport et les activités financières et d'assurance - augmente de 1,5 %, soit sa plus faible progression enregistrée depuis 1994. Les activités d'architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques forment avec les activités informatiques et services d'information, et les télécommunications les principaux moteurs de la croissance : respectivement + 5,5 %, + 7,3 % et + 4,4 %. À l'inverse, les activités juridiques et comptables et l'intérim sont les plus durement atteints par la crise : respectivement - 3,8 % et - 2,8 %. Nombre d'activités liées aux loisirs sont également en recul : agences de voyages (- 0,7 %), hébergement et restauration (- 1 %), activités sportives, récréatives et de loisir (- 0,5 %). Malgré ce contexte morose, quelques activités de services tirent leur épingle du jeu et sont plus dynamiques qu'en 2007 : l'édition, la publicité, les jeux de hasard, la réparation d'ordinateurs et de biens personnels, le travail domestique.

En 2008, l'activité de l'ensemble de l'économie marchande française stagne (- 0,1 % en volume). Comme les autres pays industrialisés et les grands pays émergents, la France a été affectée par les suites de la crise financière, puis bancaire, consécutive à l'effondrement du marché des *subprimes* : stagnation de la demande des ménages (+ 0,3 % après 2,3 % en 2007), principal moteur de la croissance depuis une dizaine d'années, de la demande extérieure (- 0,3 %) et de l'investissement (+ 0,3 %).

Dans le sillage de la récession, la production de services marchands (ici il s'agit du secteur tertiaire hormis le commerce, le transport et les activités financières et d'assurance) a progressé plus faiblement que lors des deux années précédentes (1,5%, contre 2,5 % en 2007 et 4,3 % en 2006, *figure 1*). La situation économique des services est cependant moins tendue

1. Évolution de la production de services marchands entre 1950 et 2008



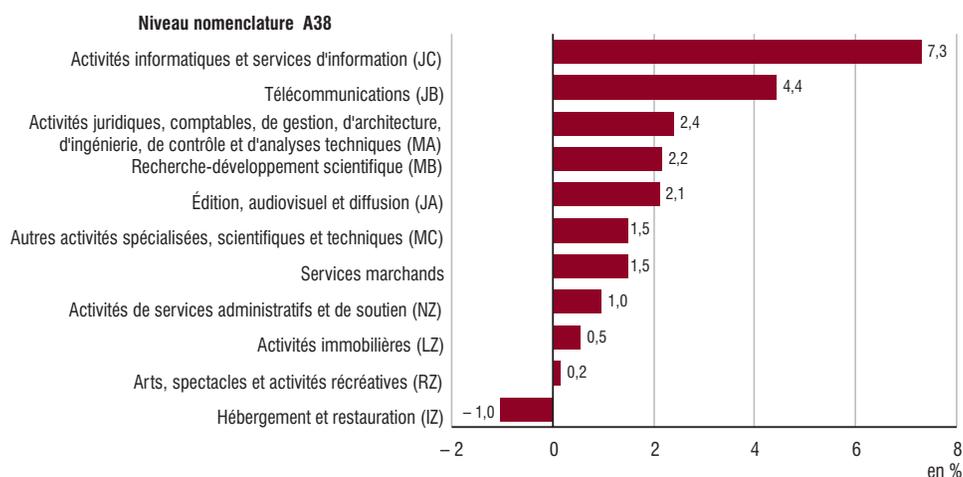
* Catherine Souquet, Insee.

que celle d'autres branches qui subissent une baisse de leur production. Tel est le cas de l'industrie manufacturière (- 1,8 %), confrontée à une chute inédite de la production automobile (- 9,6 %) et de la demande de biens intermédiaires (- 2,2 %, branche « Fabrication d'autres produits industriels »).

Informatique, télécommunications, ingénierie... les trois moteurs de la croissance

L'informatique, l'ingénierie et les télécommunications affichent, en 2008, les taux de croissance les plus élevés et contribuent pour moitié à la croissance des services marchands (figure 2).

2. Variation en volume de la production de services marchands entre 2008 et 2007



Les « **activités informatiques et services d'information** » (code JC en niveau A38 de la NAF Rév. 2), avec une production en hausse de 7,3 % (3,4 % en 2007), constituent la branche la plus dynamique des services. Cette vitalité concerne ses deux composantes (figure 3) : les services d'information (+ 8,8 %), la programmation, le conseil et les autres activités informatiques (+ 7,0 %). En effet, malgré un environnement difficile et des perspectives incertaines, les entreprises et les administrations publiques ont continué à investir en logiciels, nouveaux systèmes d'information, infrastructures (+ 9,6 % en volume).

« L'architecture, ingénierie et contrôle et analyses techniques » (division 71 en niveau A88 de la NAF Rév. 2) augmentent également leur production en 2008 plus fortement qu'en 2007 (+ 5,5 % après 4,0 %). L'activité est tirée par les exportations, qui progressent de 11,0 %. En revanche, la demande d'investissement stagne (+ 0,5 %), après une année 2007 exceptionnelle (+ 14,0 %), ce qui peut s'expliquer par un besoin d'assimilation de l'effort accompli.

Avec une augmentation de la production de 4,4 %, l'activité des « **télécommunications** » (code JB en niveau A38) évolue au même rythme que l'année précédente (4,5 %). Ces taux paraissent modestes, au regard de ceux réalisés au tournant des années 2000, lorsque les gains annuels pouvaient atteindre 20 %. Ce boom, dû à l'entrée à marche forcée des Français dans l'univers de la téléphonie mobile et de l'internet, appartient au passé et, en l'absence de nouveaux marchés, les gains sont revenus à des rythmes plus habituels mais néanmoins soutenus.

3. Variation en volume de la production de services marchands entre 2008 et 2007

Niveau de nomenclature			Évolution 2008/2007 (%)
A38	A88		
IZ	55	Hébergement	-0,3
IZ	56	Restauration	-1,3
JA	58	Édition	3,8
JA	59	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale	1,7
JA	60	Programmation et diffusion	-2,0
JB	61	Télécommunications	4,4
JC	62	Programmation, conseil et autres activités informatiques	7,0
JC	63	Services d'information	8,8
LZ	68	Activités immobilières	0,5
MA	69	Activités juridiques et comptables	-3,8
MA	70	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	3,0
MA	71	Architecture et ingénierie ; contrôle et analyses techniques	5,5
MB	72	Recherche et développement scientifique	2,2
MC	73	Publicité et études de marché	1,3
MC	74	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	1,3
NZ	77	Activités de location et location-bail	3,4
NZ	78	Activités liées à l'emploi	-2,8
NZ	79	Agences de voyage, voyagistes, services de réservation...	-0,7
NZ	80	Enquêtes et sécurité	2,2
NZ	81	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	3,1
NZ	82	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	-0,2
RZ	90	Activités créatives, artistiques et de spectacle	0,2
RZ	91	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	2,7
RZ	92	Organisation de jeux de hasard et d'argent	1,3
RZ	93	Activités sportives, récréatives et de loisirs	-0,5
SZ	94	Activités des organisations associatives	1,1
SZ	95	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	1,3
SZ	96	Autres services personnels	1,8
TZ	97	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	2,7

Champ : France.

Source : Insee, Comptes nationaux, base 2005.

La « location et location-bail » (division 77 en niveau A88) appartient aussi au groupe des activités ayant résisté au ralentissement général. Sa production progresse (+ 3,4 %), au même rythme que les années précédentes (+ 3,0 % en 2007, + 3,3 % en 2006). Les entreprises tirent la demande, celle des ménages étant en repli (+ 8,3 % en volume en 2007, + 2,3 % en 2008), notamment en matière de véhicules automobiles et de biens personnels et domestiques. À l'inverse, la location de camions, conteneurs, bateaux, avions est plus dynamique qu'en 2007.

Fléchissement de la demande de loisirs

Les activités de loisirs ont pâti du ralentissement du pouvoir d'achat des ménages en 2008. Seule l'édition, tirée par la demande des entreprises, améliore ses performances.

Les « arts, spectacles et activités récréatives » (code RZ en niveau A38) stagnent en 2008 (+ 0,2 %). Cette pause inhabituelle est consécutive à une hausse constante de la demande depuis le début des années 2000, suite notamment au passage aux 35 heures. Le ralentissement du pouvoir d'achat et le poids croissant des dépenses « pré-engagées » (voir *Définition*) dans le budget des ménages expliquent ce repli.

Les « autres activités sportives, récréatives et de loisir » (division 93 en niveau A88) sont les plus touchées : la production recule légèrement (- 0,5 % après 4,5 % en 2007) et la

situation n'est guère plus favorable aux activités créatives, artistiques et de spectacle (+ 0,2 %). Seuls les « services culturels » (division 91 en niveau A88 : bibliothèques, archives, musées et autres) affichent une croissance positive (+ 2,7 %), bien que très inférieure à celles des années précédentes (6,9 % en 2007).

« **L'édition, l'audiovisuel et la diffusion** » (code JA en niveau A38) progressent au même rythme que précédemment (2,1 % en 2008, + 2,0 % en 2007, + 2,5 % en 2006). Cette croissance est tirée par l'investissement des entreprises (+ 7,7 % en 2008) plus que par la consommation des ménages, en recul (- 1,1 %).

La crise n'affecte pas « l'édition » (division 58 en niveau A88) en 2008 : au contraire, l'activité s'accélère, passant de 2,8 % en 2007 à 3,8 % en 2008. Elle est poussée par les besoins des sociétés en logiciels adaptés à leur situation : innovation, externalisation, fusions-acquisitions, etc. Le contexte est moins favorable à l'audiovisuel dans son ensemble et à « la programmation et diffusion de programmes radio et télévisuels » (division 60 en niveau A88) en particulier, dont la production régresse pour la deuxième année consécutive (- 2,0 % en 2008). La « production de films cinématographiques, de vidéos, programmes TV et d'édition sonore » (division 59 en niveau A88) augmente légèrement (+ 1,7 %), alors que les dépenses des ménages demeurent inchangées.

L'immobilier atone

La crise financière a mis un terme, au moins momentanément, à la croissance modérée mais continue des « **activités immobilières** » (code LZ en niveau A38, marchands de biens, location, activités pour compte de tiers) depuis la fin des années 1990 (+ 2,0 % en moyenne annuelle sur la période 1990-2006). L'activité est molle dès 2007 (+ 1,0 %) et atone en 2008 (+ 0,5 %). Le durcissement d'octroi des prêts, pour le neuf comme pour l'ancien, consécutif aux difficultés rencontrées par les établissements financiers, explique ce retournement du marché de l'immobilier, de même que des anticipations de prix à la baisse, après des années de très fortes hausses. Diverses mesures sont prises en fin d'année pour stimuler la demande des ménages et relancer l'activité : freinage des taux d'intérêt (abaissement du taux directeur de la BCE), aide à l'investissement locatif et à l'accession sociale à la propriété.

Les services aux entreprises en perte de vitesse

Hors architecture, ingénierie et contrôle et analyses techniques, les « **services spécialisés, scientifiques et techniques** » (code MA privé de la division 71 et codes MB et MC en niveau A38) progressent plus lentement que l'année précédente (+ 1,3 % contre + 2,2 %). Les « activités juridiques et comptables » (division 69 en niveau A88) sont particulièrement affectées (- 3,8 %), victimes de l'atonie des affaires en général et du marché immobilier, en particulier. Cependant, la récession est encore loin : la production est en hausse dans la plupart des branches et même dans certaines, à une cadence supérieure à celle de 2007. C'est le cas de « la publicité et des études de marché » (division 73 en niveau A88), dont la production augmente (+ 1,3 %), alors qu'elle régressait l'année précédente (- 0,4 %). Cette situation est inattendue car le marché de la publicité amplifie généralement les mouvements conjoncturels (la crise consécutive à l'éclatement de la bulle des nouvelles technologies de l'information et de la communication avait ainsi réduit les budgets publicitaires : - 3,8 % en 2001, - 1,1 % en 2002, - 1,7 % en 2003, mais + 8,1 % en 2004). Le même constat peut être porté sur la « **Recherche-Développement scientifique** » (2,2 % contre 1,5 %, code MB en niveau A38), en hausse.

Globalement les « **services administratifs et de soutien aux entreprises** » (code NZ en niveau A38) ne progressent que faiblement en 2008 (+ 1,0 %). Dans plusieurs activités, la

production est même en baisse : les « activités administratives et autres activités de soutien » (division 82 en niveau A88 : - 0,2 %) et, surtout, les « activités liées à l'emploi » (division 78 en niveau A88 : - 2,8 %). L'intérim étant très sensible au retournement de conjoncture (dans les deux sens, qu'il s'agisse de récession ou de reprise), les difficultés de l'industrie manufacturière, grande employeuse d'intérimaires (40 % du total), et plus spécifiquement de la construction automobile, ont encore accentué la baisse de la demande en personnel temporaire.

A contrario, les activités peu perméables aux aléas de la conjoncture ont maintenu peu ou prou leur activité, par exemple les « enquêtes et sécurité » (+ 2,2 %) ou les « services relatifs aux bâtiments » (+ 3,1 %).

Recul des activités touristiques

Les activités liées au tourisme ou aux déplacements professionnels souffrent du ralentissement du pouvoir d'achat des ménages, y compris chez nos partenaires étrangers, et de l'activité des entreprises. La production des « agences de voyages, voyagistes, services de réservation, etc. », (division 79 en niveau A88) recule de 0,7 %, après avoir crû de 4,1 % l'année précédente. La perte de croissance est moins élevée dans « **l'hébergement et la restauration** » (- 1,0 % après + 2,3 % en 2007, code IZ), mais reste cependant substantielle. La restauration est l'activité la plus touchée (- 1,3 %), alors que l'hébergement reste stable (- 0,3 %). ■

Définition

Dépenses pré-engagées : ensemble des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Elles sont définies comme suit :

- dépenses liées au logement (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les loyers imputés), ainsi que celles relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ;
 - services de télécommunications ;
 - frais de cantine ;
 - services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ;
 - assurances (hors assurance-vie) ;
 - services financiers (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés).
-